

Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 28 januari 1988 tot vaststelling van de procedure en van de vorm van de documenten die nodig zijn voor het verkrijgen van een vergunning tot uitstorten van vissen in wateren waarop de wet op de riviervisserij van toepassing is, gevoegd te worden.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Nieuwe Technologiën,
de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw,

D. DUCARME

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 88 — 1119

29 JANVIER 1988. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les conditions auxquelles doivent répondre les gardiens et les gardiennes d'enfants à domicile, ainsi que les modalités de la surveillance médicale de ces enfants

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, modifié par le décret du 22 décembre 1983;

Vu l'arrêté ministériel du 25 novembre 1974 portant approbation des conditions d'agrément des services de gardiennes d'enfants à domicile;

Vu l'arrêté ministériel du 21 août 1975 déterminant les conditions auxquelles doivent répondre les gardiennes d'enfants à domicile qui relèvent d'un service reconnu par l'Œuvre nationale de l'Enfance, ainsi que les modalités de la surveillance médicale des enfants placés;

Vu les lois sur le Conseil d'État coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3. § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'indique d'uniformiser la réglementation relative à la garde d'enfants à domicile;

Considérant que pour garantir une bonne gestion en la matière, de nouvelles dispositions doivent prendre effet dès le début de la présente année civile;

Sur la proposition du Ministre de la Santé, de l'Enseignement et des Classes moyennes,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté s'applique :

- 1° aux gardiens ou gardiennes, ci-après dénommés « les gardiennes », encadrés;
- 2° aux gardiennes indépendantes;
- 3° aux directeurs ou directrices, ci-après dénommés « les directrices », de maisons d'enfants;
- 4° aux gardiennes à titre gratuit.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° service de gardiennes encadrées :

a) le service organisé par une crèche agréée par l'Office de la Naissance et de l'Enfance ci-après dénommé « l'O.N.E. », en vue d'assurer la garde d'enfants âgés de moins de sept ans, au domicile des gardiennes;

b) le service organisé par un pouvoir public subordonné, par une association de tels pouvoirs, par un établissement d'utilité publique ou par une association sans but lucratif, en vue d'assurer la garde d'enfants âgés de moins de sept ans, au domicile des gardiennes;

2° gardienne indépendante : toute personne qui assure à son domicile la garde d'enfants âgés de moins de sept ans, moyennant rémunération, sans relever d'un service de gardiennes encadrées;

3° maison d'enfants : tout milieu de garde de cinq enfants ou plus, organisé par une personne physique ou morale de droit privé ou de droit public, moyennant rémunération ou à titre gratuit;

4° gardienne à titre gratuit : toute personne qui assure gratuitement à son domicile la garde d'enfants âgés de moins de sept ans, à l'exception des placements familiaux jusqu'au quatrième degré.

Art. 3. Toute personne assurant la garde d'enfants à titre gratuit ou moyennant indemnité ou rémunération, est soumise, sous peine de sanctions pénales, à la surveillance de l'O.N.E., dans les limites de l'article 5 du décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, modifié par le décret du 22 décembre 1983.

Art. 4. Avant de pouvoir assurer la garde d'un enfant, toute gardienne et toute directrice de maison d'enfants doit répondre aux conditions suivantes :

1° être âgée de 21 ans au moins et de 65 ans au plus;

2° n'exercer aucune activité professionnelle, ne pas être inscrite à un registre de commerce, ni bénéficier d'allocations de chômage. Cette disposition ne s'applique pas aux maisons d'enfants à titre gratuit;

3° produire un certificat de bonnes vie et mœurs destiné à une administration publique relatif à chacune des personnes âgées de plus de 18 ans faisant partie de son ménage et/ou appelées à être en contact fréquent avec les enfants gardés;

4° fournir :

a) la preuve annuelle d'absence d'affection pulmonaire contagieuse, suivant les modalités fixées par l'O.N.E., dans son chef et dans celui des personnes faisant partie du ménage et/ou appelées à être en contact fréquent avec les enfants gardés;

b) un certificat médical, suivant le modèle établi par l'O.N.E., attestant que son état de santé physique et psychique et celui des personnes faisant partie de son ménage et/ou appelées à être en contact fréquent avec les enfants gardés, est exempt de danger pour ceux-ci.

La gardienne est tenue de signaler spontanément toute modification de son état de santé et de celui des membres de son entourage;

c) la preuve qu'elle-même et les membres féminins en âge de procréer faisant partie du ménage ou appelés à être en contact fréquent avec les enfants gardés sont immunisés contre la rubéole;

d) sauf contre-indication médicale dûment attestée, la preuve que ses propres enfants de moins de sept ans sont vaccinés selon le schéma préconisé par l'O.N.E.;

5° avoir obtenu l'avis favorable du médecin de la consultation agréée ou créée par l'O.N.E., exerçant son activité sur le territoire de la commune du domicile de la gardienne, à laquelle celle-ci est tenue de présenter les enfants gardés.

Art. 5. § 1er. Complémentaire aux conditions visées à l'article 4, la gardienne encadrée doit répondre aux conditions suivantes :

1° être admise par le pouvoir organisateur sur la base d'une enquête effectuée par le travailleur social du service;

2° produire un document dont le texte, approuvé par l'O.N.E., définit la nature des relations contractuelles entre le pouvoir organisateur et la gardienne. Celle-ci s'engage par sa signature à remplir les obligations qui lui incombent en accueillant les enfants.

§ 2. La famille de la gardienne encadrée peut devenir famille d'accueil à la condition que la garde ne donne pas lieu, pour un même enfant, à la fois à une subvention de l'O.N.E. et à une subvention du service de placement.

Art. 6. Complémentaire aux conditions visées à l'article 4, la gardienne indépendante ou la maison d'enfants doit avoir obtenu du Collège des bourgmestre et échevins l'autorisation prévue à l'article 5 du décret précité. Cette disposition ne s'applique pas aux maisons d'enfants à titre gratuit.

Art. 7. Complémentaire aux conditions visées à l'article 4, la directrice d'une maison d'enfants doit être assistée par du personnel âgé de 18 ans au moins et de 65 ans au plus, et satisfaisant aux conditions visées à l'article 4, 2°, 3° et 4°, a, b, c, ainsi qu'aux normes fixées ci-après :

- un adulte par groupe de 6 enfants âgés de 0 à 3 ans;
- un adulte par groupe de 10 enfants âgés de 3 à 7 ans.

L'encadrement peut être assuré par du personnel à temps partiel lorsqu'un groupe est incomplet.

Art. 8. § 1er. Pour les gardiennes indépendantes et pour les maisons d'enfants, la capacité d'accueil est fixée par le Collège des bourgmestre et échevins, sur la base de l'avis émis par le médecin de la consultation des nourrissons en concertation avec le travailleur médico-social.

En cas de contestation entre ces derniers, le nombre le moins élevé des deux est proposé au Collège des bourgmestre et échevins. Cette disposition ne s'applique pas aux maisons d'enfants à titre gratuit.

§ 2. Pour les gardiennes encadrées et pour les gardiennes à titre gratuit, la capacité d'accueil est fixée par le médecin de la consultation de nourrissons en concertation avec le travailleur médico-social et, le cas échéant, le travailleur social du service.

En cas de contestation entre ces derniers, le nombre le moins élevé est pris en considération.

§ 3. A l'exception des maisons d'enfants, le nombre d'enfants de moins de trois ans présents simultanément ne peut excéder trois, sauf dérogation dûment justifiée par le médecin en concertation avec les travailleurs précités et décidée par le directeur général de l'O.N.E., sur avis favorable du conseiller médical.

Art. 9. Le médecin de la consultation de nourrissons agréée ou créée par l'O.N.E. peut exiger, à tout moment, que la gardienne et chacune des personnes appelées à être en contact avec les enfants gardés, se soumettent à tout examen médical qu'il estime nécessaire.

Le même pouvoir peut être attribué à un médecin désigné par l'O.N.E.

Art. 10. Les modalités de la surveillance médicale de l'enfant gardé sont les suivantes :

1° à l'exclusion des enfants gardés à titre gratuit de manière occasionnelle, lorsqu'un enfant est confié à une gardienne, les parents fournissent un certificat spécifiant que l'enfant ne présente aucun danger pour la santé des autres enfants gardés et indiquant les vaccinations subies. Les parents remettent en outre une autorisation de pratiquer les vaccinations préconisées par l'O.N.E. et qui n'auraient pas encore été effectuées. Ce certificat peut être établi, au choix, par le médecin traitant de l'enfant ou le médecin de la consultation agréée ou créée par l'O.N.E.

Le certificat médical est remis au service de gardiennes encadrées, à la gardienne indépendante, à la directrice de la maison d'enfants ou à la gardienne à titre gratuit;

2° l'enfant doit être présenté à la consultation qui a constitué le dossier.

Art. 11. La gardienne ou la directrice d'une maison d'enfants peut accepter un enfant malade à la condition qu'un certificat médical atteste qu'il n'est pas source de danger pour les autres enfants gardés.

Art. 12. L'accueil de tout enfant présentant des problèmes psychologiques, médicaux ou sociaux graves et nécessitant une surveillance particulièrement attentive est subordonné à l'accord préalable de la consultation agréée par l'O.N.E. qui assure la surveillance de la gardienne. Cet accord est donné en fonction :

1° de la connaissance de la nature du handicap, sur la base du rapport du médecin traitant ou de la personne assurant la surveillance et le traitement du handicap de l'enfant;

2° de l'aptitude de la gardienne à prendre en garde un enfant handicapé. Cette aptitude est appréciée par le médecin de la consultation de nourrissons agréée ou créée par l'O.N.E. en collaboration avec le travailleur médico-social de la consultation de nourrissons et, le cas échéant, avec le travailleur social du service.

Le même pouvoir peut être attribué à un médecin désigné par l'O.N.E.

Art. 13. L'indemnité perçue par la gardienne encadrée est fixée par l'Exécutif pour les enfants de moins de trois ans et par le service lui-même pour les enfants de plus de trois ans.

Art. 14. L'arrêté ministériel du 25 novembre 1974 portant approbation des conditions d'agrément des services de gardiennes d'enfants à domicile et l'arrêté ministériel déterminant les conditions auxquelles doivent répondre les gardiennes d'enfants à domicile qui relèvent d'un service reconnu par l'Œuvre nationale de l'Enfance, ainsi que les modalités de la surveillance médicale des enfants placés, sont abrogés en ce qui concerne la Communauté française.

Art. 15. Le Ministre qui a la Santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 16. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1988.

Bruxelles, le 29 janvier 1988.

Par l'Exécutif de la Communauté française,
Le Ministre de la Santé, de l'Enseignement et des Classes moyennes,
A. BERTOUILLE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 88 — 1119

29 JANUARI 1988. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de onthaalvaders en onthaalmoeders moeten voldoen alsook van de modaliteiten van het medisch toezicht op deze kinderen

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gewijzigd bij het decreet van 22 december 1983;

Gelet op het ministerieel besluit van 25 november 1974 houdende goedkeuring van de erkenningsvoorwaarden waaraan de dienst onthaalmoeders moet voldoen;

Gelet op het ministerieel besluit van 21 augustus 1975 houdende vaststelling van de voorwaarden waaraan de onthaalmoeders, ressorterend onder een door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn erkende dienst, moeten voldoen, alsook de modaliteiten van het medisch toezicht op de geplaatste kinderen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het geboden is de reglementering betreffende het onthaal van kinderen ten huize uniform te maken.

Overwegende dat voor het waarborgen van een goed beheer ter zake nieuwe maatregelen in werking dienen te treden met ingang van dit kalenderjaar.

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, van Onderwijs en van Middenstand,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op :

- 1° de begeleide onthaalvaders of onthaalmoeders, hierna genoemd, de begeleide « onthaalmoeders »;
- 2° de onafhankelijke onthaalmoeders;
- 3° de directeurs of directrices, hierna genoemd « de directrices » van kindertehuizen;
- 4° de niet bezoldigde onthaalmoeders.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° dienst van begeleide onthaalmoeders :

a) de dienst ingericht door een door het « Office de la Naissance et de l'Enfance », hierna genoemd « O.N.E. » erken kinderdagverblijf, om te voorzien in het onthaal van kinderen onder de zeven jaar, ten huize van de onthaalmoeders;

b) de dienst ingericht door een ondergeschikt bestuur, door de vereniging van zulke overheden, door een instelling van openbaar nut of door een vereniging zonder winstoogmerk om te voorzien in het onthaal van kinderen onder de zeven jaar, ten huize van de onthaalmoeders;

2° onafhankelijke onthaalmoeder : elke persoon die, mits bezoldiging, thuis in het onthaal voorziet van kinderen onder de zeven jaar, zonder te ressorteren onder de dienst voor begeleide onthaalmoeders;

3° kindertehuis : ieder onthaalmilieu voor vijf kinderen of meer, ingericht door een natuurlijke persoon of mits bezoldiging of gratis;

4° niet bezoldigde onthaalmoeders : elke persoon die thuis gratis voorziet in het onthaal van kinderen onder de zeven jaar, met uitzondering van de plaatsingen in de familie tot de vierde graad.

Art. 3. Elke persoon die gratis of mits vergoeding of bezoldiging in het onthaal van kinderen voorziet moet zich op straf van sanctie onderwerpen aan het toezicht van de « O.N.E. », binnen de perken van artikel 5 van het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gewijzigd bij het decreet van 22 december 1983.

Art. 4. Alvorens te mogen voorzien in het onthaal van een kind moet elke onthaalmoeder en elke directrice van een kindertehuis aan volgende voorwaarden voldoen :

1° minstens 21 jaar oud zijn en niet ouder dan 65 jaar;

2° geen beroepsbezigheid uitoefenen, niet ingeschreven zijn in een handelsregister en ook niet werklozensteungerechtigd zijn. Deze bepaling is niet van toepassing op de kosteloze kindertehuizen;

3° een getuigschrift overleggen van goed gedrag en zeden bestemd voor een openbare dienst met betrekking op elke persoon ouder dan 18 jaar die deel uitmaakt van haar gezin in/of vaak contact zou kunnen hebben met de onthaalde kinderen;

4° a) een jaarlijks bewijs leveren volgend de door de « O.N.E. » vastgestelde modaliteiten waarbij bevestigd wordt dat geen besmettelijke longaandoening opgedaan werd, noch door haarzelf, noch door de personen die deel uitmaken van het gezin en/of vaak contact zouden kunnen hebben met de onthaalde kinderen;

b) een geneeskundige verklaring leveren volgens het door de « O.N.E. » opgemaakt model waarbij bevestigd wordt dat haar lichamelijke en psychische gezondheidstoestand en die van de personen die deel uitmaken van haar gezin en/of vaak contact zouden kunnen hebben met de onthaalde kinderen, geen gevaal inhoudt voor dezen.

De onthaalmoeder dient spontaan elke wijziging van haar gezondheidstoestand en van die van de leden van haar kring te melden;

c) het bewijs leveren dat zijzelf en de vrouwelijke leden die de verwekkingsleeftijd hebben en deel uitmaken van het gezin of vaak contact zouden kunnen hebben met de onthaalde kinderen, geïmmuniseerd zijn tegen rode hond;

d) behoudens een behoorlijk verklaarde medische contra-indicatie het bewijs leveren dat haar eigen kinderen onder de leeftijd van zeven jaar ingeënt zijn volgens het door de « O.N.E. » voorgeschreven schema;

5° een gunstig advies ontvangen hebben van de geneesheer van de door de « O.N.E. » erkende of opgerichte raadpleging die haar activiteiten uitoefent op het grondgebied van de gemeente van het domicilie van de onthaalmoeder waarop deze ertoe gehouden is de onthaalde kinderen te vertonen.

Art. 5. Ter aanvulling van de in artikel 4 bepaalde voorwaarden moet de begeleide onthaalmoeder aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° aanvaard worden door de inrichtende macht op basis van een onderzoek uitgevoerd door de maatschappelijke werker van de dienst;

2° een document overleggen waarvan de door de « O.N.E. » goedgekeurde tekst de aard van het bij overeenkomst geregelde verband bepaalt tussen de inrichtende macht en de onthaalmoeder. Deze laatste verbindt zich onder handtekening ertoe de verplichtingen na te komen die haar opgevolgd zijn ingevolge het onthaal van kinderen.

§ 2. Het gezin van de begeleide onthaalmoeder kan een opvanggezin worden op voorwaarde dat het onthaal niet voor één en hetzelfde kind aanleiding geeft tot een toelage van de « O.N.E. » en tegelijk tot een toelage van de plaatsingsdienst.

Art. 6. Ter aanvulling van de in artikel 4 bepaalde voorwaarden moet de onafhankelijke onthaalmoeder of het kindermuis de bij artikels van voornoemd decreet bedoelde toelating hebben verkregen van het College van burgemeester en schepenen. Deze bepaling is niet van toepassing op de kosteloze kinderhuizen.

Art. 7. Ter aanvulling van de in artikel 4 bepaalde voorwaarden moet de directrice van een kindermuis worden bijgestaan door personeel dat ten minste 18 jaar oud is en niet ouder dan 65 jaar en voldoet aan de in artikel 4, 2°, 3° en 4, a, b, c, bepaalde voorwaarden zoals aan de hierna vastgelegde normen :

- een volwassene per groep van 6 kinderen van 0 tot 3 jaar;
- een volwassene per groep van 10 kinderen van 3 tot 7 jaar.

De begeleiding kan waargenomen worden door personeel met onvolledige dagtaak als een groep onvoltallig is.

Art. 8. § 1. Voor de onafhankelijke onthaalmoeders en voor de kinderhuizen wordt de onthaalcapaciteit vastgesteld door het College van burgemeester en schepenen op basis van het advies uitgebracht door de geneesheer van de raadpleging voor zuigelingen in overleg met de medisch-maatschappelijke werker.

In geval van betwisting tussen deze laatste wordt het minst hoge getal van de twee aan het College van burgemeester en schepenen voorgelegd. Deze bepaling is niet van toepassing op de kosteloze kinderhuizen.

§ 2. Voor de begeleide onthaalmoeders en voor de niet bezoldigde onthaalmoeders wordt de onthaalcapaciteit vastgesteld door de geneesheer van de raadpleging voor zuigelingen in overleg met de medisch-maatschappelijke werker en, zo nodig, met de maatschappelijke werker van de dienst.

In geval van betwisting tussen deze laatste wordt het minst hoge getal in overweging genomen.

§ 3. Met uitzondering van de kinderhuizen mag het aantal gelijktijdig aanwezige kinderen niet hoger zijn dan drie, behoudens afwijking behoorlijk gestaafd door de geneesheer in overleg met de voornoemde werkers en beslist door de directeur-generaal van de « O.N.E. » op gunstig advies van de geneeskundige adviseur.

Art. 9. De geneesheer van de door de « O.N.E. » erkende of opgerichte raadpleging voor zuigelingen kan op elk ogenblik eisen dat de onthaalmoeder en elke persoon die contact zou kunnen hebben met de onthaalde kinderen zich moeten onderwerpen aan ieder geneeskundig onderzoek dat hij nodig acht. Dezelfde bevoegdheid kan worden toegekend aan een door de « O.N.E. » aangewezen geneesheer.

Art. 10. De modaliteiten van het medisch toezicht op het bewaarde kind zijn de volgende :

1° met uitsluiting van de bij gelegenheid gratis onthaalde kinderen moeten de ouders een getuigschrift overleggen waarin in bijzonderheid vermeld wordt dat het kind geen gevaar oplevert voor de gezondheid van de andere onthaalde kinderen en waarin de ondergane vaccinaties zijn vermeld. De ouders moeten ook een toelating geven voor het verrichten van de door de « O.N.E. » voorgeschreven vaccinaties en die nog niet gedaan zijn. Dit getuigschrift kan naar keuze worden opgemaakt door de behandelende geneesheer van het kind of door de geneesheer van de door de « O.N.E. » erkende of opgerichte raadpleging.

De geneeskundige verklaring wordt overhandigd aan de dienst voor begeleide onthaalmoeders, aan de onafhankelijke onthaalmoeder, aan de directrice van het kindermuis of aan de niet bezoldigde onthaalmoeder;

2° het kind dient te worden vertoond op de raadpleging die het dossier heeft samengesteld.

Art. 11. De onthaalmoeder of de directrice van een kindermuis mag een ziek kind aanvaarden op voorwaarde dat een geneeskundige verklaring getuigt dat het kind geen gevaar oplevert voor de ander onthaalde kinderen.

Art. 12. Het onthaal van elk kind dat ernstige psychologische, geneeskundige of sociale problemen oplevert en een bijzonder opmerkelijk toezicht eist is afhankelijk van de voorafgaande instemming van de door de « O.N.E. » erkende of opgerichte raadpleging die belast is met het toezicht op de onthaalmoeder. Deze instemming wordt gegeven naar gelang van :

1° de kennis van de aard van de handicap, op basis van het verslag van de behandelende geneesheer of van de persoon die belast is met het toezicht op de handicap van het kind en het behandelen ervan;

2° de geschiktheid van de onthaalmoeder om een gehandicapt kind in bewaring te nemen. Deze geschiktheid wordt beoordeeld door de geneesheer van de door de « O.N.E. » erkende of opgerichte raadpleging met medewerking van de medisch-maatschappelijke werken van de raadpleging voor zuigelingen en, zo nodig, met de maatschappelijke werker van de dienst. Dezelfde bevoegdheid kan worden toegekend aan een door de « O.N.E. » aangezeten geneesheer.

Art. 13. De door de begeleide onthaalmoeder ontvangen vergoeding wordt bepaald door de Executieve voor de kinderen onder de drie jaar en door de dienst zelf voor de kinderen boven de drie jaar.

Art. 14. Het ministerieel besluit van 25 november 1974 houdende goedkeuring van de erkenningsvoorwaarden waaraan de dienst onthaalmoeders moet voldoen en het ministerieel besluit houdende vaststelling van de voorwaarden waaraan de onthaalmoeders, ressorterend onder een door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn erkende dienst, moeten voldoen, alsook de modaliteiten van het medisch toezicht op de geplaatste kinderen, worden ingetrokken voor wat de Franse Gemeenschap betreft.

Art. 15. De Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 16. Dit besluit heeft uitwerking met 1 januari 1988.

Brussel, 29 januari 1988.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap,
De Minister van Gezondheid, van Onderwijs en van Middenstand,
A. BERTOUILLE

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN

30 MEI 1988

Ministerieel besluit houdende uitgifte van speciale postwaarden in de loop van het jaar 1988

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

Gelet op het koninklijk besluit van 17 juli 1987, houdende uitgifte van speciale postwaarden in de loop van het jaar 1988, inzonderheid op artikel 6,

Besluit :

Artikel 1. De twee speciale postzegels met toeslag, ter waarde van 9 F + 2 F en 13 F + 3 F, alsmede het speciaal blaadje bevattende een speciale postzegel met toeslag ter waarde van 50 F + 12 F, die de uitgifte « Olympische Spelen » samenstellen, zullen worden gedrukt in polychromie door middel van het rasterdiepdrukprocédé.

Art. 2. Deze postzegels en het blaadje zullen verkocht worden vanaf 6 juni 1988 tot en met 31 augustus 1988 in al de postkantoren van het Rijk en vanaf 6 juni 1988 tot en met 31 december 1988 bij de Dienst der Verzamelaars — Afdeling 1.3.0.2.

Art. 3. De postzegels en het blaadje zullen nochtans bij voorrang op 4 en 5 juni 1988, van 10 uur tot 17 uur, worden verkocht uitsluitend door de op volgende adressen ingerichte voorlopige postkantoren :

Kleuterschool
Binnenstraat 157
9300 Aalst
Provinciaal Veiligheidsinstituut
Jezusstraat 28
2000 Antwerpen
Museum van Posterijen en Telecommunicatie
Grote Zavel 40
1000 Brussel
Hôtel de Ville de Châtelet
place de l'Hôtel de Ville
6071 Châtelet
Foyer Saint-Paul
avenue du Saulle 10
7500 Tournai.

Art. 4. De zegels en het blaadje zullen eveneens worden aangeboden in een thematische map, geïllustreerd in vierkleurendruk, bevattende een exemplaar van elk van de drie voormelde waarden.

Deze map zal verkocht worden tegen de eenheidsprijs van 100 F. Dit bedrag omvat de totale waarde van de ingesloten postzegels en het blaadje alsmede de kostprijs van de verpakking.

Zij kan bekomen worden tot uitputting van de oplage (37 000 exemplaren) en ten laatste tot 31 december 1989 in al de postkantoren van het Rijk alsook bij de Dienst der Verzamelaars — Afdeling 1.3.0.2.

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

30 MAI 1988

Arrêté ministériel portant émission de valeurs postales spéciales au cours de l'année 1988

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 1987, portant émission de valeurs postales spéciales au cours de l'année 1988, notamment l'article 6,

Arrête :

Article 1er. Les deux timbres-poste spéciaux avec surtaxe, aux valeurs de 9 F + 2 F et 13 F + 3 F, ainsi que le feuillet spécial comprenant un timbre-poste spécial avec surtaxe, à la valeur de 50 F + 12 F, constituant l'émission dénommée « Jeux Olympiques », seront imprimés en polychromie par le procédé de l'héliogravure.

Art. 2. Ces timbres-poste et feuillet seront vendus du 6 juin 1988 au 31 août 1988 inclus dans tous les bureaux de poste du Royaume et du 6 juin 1988 au 31 décembre 1988 inclus au Service des collectionneurs — Division 1.3.0.2.

Art. 3. Les timbres et le feuillet seront toutefois vendus par priorité le 4 et le 5 juin 1988, de 10 heures à 17 heures, exclusivement dans les bureaux de poste provisoires installés aux adresses ci-après :

Kleuterschool
Binnenstraat 157
9300 Aalst
Provinciaal Veiligheidsinstituut
Jezusstraat 28
2000 Antwerpen
Musée des Postes et Télécommunications
Place du Grand Sablon 40
1000 Bruxelles
Hôtel de Ville de Châtelet
place de l'Hôtel de Ville
6071 Châtelet
Foyer Saint-Paul
avenue du Saulle 10
7500 Tournai.

Art. 4. Les timbres et le feuillet seront également présentés dans une pochette thématique illustrée en quadrichromie, contenant un exemplaire de chacune des trois valeurs susvisées.

Cette pochette sera vendue au prix unitaire de 100 F comprenant la valeur totale des timbres et du feuillet insérés et le coût du conditionnement.

Elle pourra être acquise dans tous les bureaux de poste du Royaume et au Service des collectionneurs — Division 1.3.0.2., jusqu'à épuisement du tirage (37 000 exemplaires) et au plus tard le 31 décembre 1989.